

Xavier Pons

Maître de conférences (Largotec, UPEC)

Date de naissance : 2 mai 1979

Citoyenneté : Française

Situation maritale : marié, deux enfants

26 avenue Pasteur

94 250 Gentilly

Tél. 01 45 47 09 41 / 06 28 78 78 16

ponsx@wanadoo.fr

Langues : anglais (lu, écrit, parlé) et espagnol (lu, écrit, parlé)

PARCOURS PROFESSIONNEL

Depuis le 1er mai 2009 **Maître de conférences** en sciences de l'éducation (poste 385, profil « analyse des politiques publiques d'éducation ») à l'**Université Paris-Est Créteil** (UPEC, IUFM de Créteil). **Chercheur au Largotec** (Laboratoire de recherche sur la gouvernance, les territoires et la communication, EA 4688). **Chercheur associé à l'OSC** (Observatoire sociologique du changement, Sciences Po, UMR 7049).

2007-2009 **Chercheur contractuel** à l'Observatoire sociologique du changement (OSC, Sciences Po Paris) dans le cadre du projet *Know&Pol* (contrat d'ingénieur méthodes avec le CNRS + chercheur associé à l'OSC en 2009)

2004-2007 **Allocataire-moniteur** (Institut d'études politiques, CEVIPOF, Sciences Po Paris)

DISTINCTION

Prix Jean-Claude Eicher pour le Développement de la Recherche en Éducation, Lauréat 2011

FORMATION

2004-2008 **Doctorat de science politique** sous la direction de Pierre Lascoumes (CEVIPOF-CNRS) et d'Agnès van Zanten (OSC-CNRS). Thèse soutenue le 21 novembre 2008. Titre : « L'évaluation des politiques éducatives et ses professionnels. Discours et méthodes (1958-2008) ».

Jury : Patrice Duran (rapporteur), Pierre Lascoumes (directeur), Christian Maroy (rapporteur), André Robert (président) et Agnès van Zanten (directrice).

Mention très honorable, avec les félicitations du jury à l'unanimité.

Thèse primée donnant lieu à deux ouvrages aux Presses universitaires de France.

- 2003-2004 **DEA de sociologie politique et de politiques publiques** de Sciences Po Paris (Mention Bien. Rang : 1er). Obtention d'une allocation de recherche et d'un monitorat. **Diplôme de l'IEP de Paris.**
- 2002-2003 **CAPES de sciences économiques et sociales** (rang : 10ème), admissibilité à l'agrégation de sciences sociales (rang : 40ème).
- 2000-2004 **Magistère d'humanités modernes de l'ENS de Cachan et de Paris X Nanterre**
-

EXPÉRIENCE DANS L'ENSEIGNEMENT

Depuis le 1er septembre 2013 **Responsable du master MEEF, mention « Encadrement éducatif » de l'Espé de Créteil.**

Depuis le 1er mai 2009 **Enseignements de master dans plusieurs universités franciliennes (UPEC, UMLV, Paris-Diderot, Panthéon-Sorbonne).**

- Initiation à la méthodologie et à l'épistémologie de la recherche en sciences sociales auprès d'étudiants présentant le concours de conseiller principal d'éducation (CPE). Formation aux méthodes de recherche qualitatives (entretien, observation, recherche documentaire, questionnaire, exploitation de bases de dépêches de presse), coordination d'une recherche collective sur la division du travail éducatif au sein des établissements scolaires, suivi de mémoires, organisation des soutenances (environ 115HTD/an).

- Sociologie des politiques éducatives (environ 50HTD/an). Cours destiné à couvrir une partie du programme de révision des candidats au métier de CPE (volets « sociologie » et « connaissance du système éducatif »). Synthèse de la recherche récente sur de grandes politiques éducatives (sectorisation, décentralisation, éducation prioritaire, luttes contre la violence à l'école etc.), évaluation de divers travaux utiles à leurs révisions (fiches techniques, revues de presse, travail d'argumentation etc.).

- Analyse du système éducatif français (environ 50HTD/an). Série de conférences dans divers masters préparant aux métiers d'enseignement afin de préparer une épreuve orale de « connaissance du système éducatif » et de sensibiliser les futurs enseignants aux logiques de système autour de leur environnement professionnel immédiat (la classe et l'établissement).

- Mutations économiques et sociales de la France depuis 1973 (environ 35HTD/an). Cours magistral classique visant à enrichir la culture économique et sociale d'étudiants de master destinés à passer divers concours administratifs (douanes, impôts, fonction publique territoriale etc.).

- Intervention dans le master Gedos (Gestion des organisations scolaires) de l'IAE Gustave Eiffel (Université de Marne-la-Vallée) de formation continue à

destination des personnels de direction de l'académie. Cours de sociologie des politiques éducatives et organisation, en 2013, d'un séminaire croisé avec de jeunes enseignants sur l'accueil des nouveaux enseignants.

De 2004 à 2011 **Chargé de conférence à l'IEP de Paris.**

- Cours de premier cycle en anglais de sociologie politique de l'éducation intitulé « Questions of Education. Sociology of a French Policy Debate » (24h, semestre d'automne 2010-2011). Constitution d'une importante synthèse de la littérature francophone sur plusieurs questions de politique éducative faisant débat (y a-t-il des ghettos scolaires en France ? L'Éducation nationale est-elle un mammoth ? Etc.). Le cours visait à confronter les préjugés des étudiants sur un système scolaire qu'ils pensent connaître (pour l'expérimenter) aux résultats de la recherche en éducation. Le cours s'est achevé sur une proposition de typologie des acteurs de ce débat public.

- Conférence de méthode dans le cadre du cours de premier cycle du Pr P. Braud intitulé « Le pouvoir politique, du niveau local au niveau européen » (24h, semestres d'automne 2004-2010). Cours destiné à fournir aux étudiants de Sciences Po une culture générale et à les inviter à questionner de manière originale et personnelle les phénomènes de pouvoir.

- Cours de méthodologie qualitative en master visant à préparer les étudiants à la méthode d'observation ethnographique et à encadrer une recherche collective sur la socialisation dans les jardins d'enfants (12h, printemps 2007).

- Conférence de méthode dans le cadre du cours de premier cycle du Pr P. Perrineau intitulé « Comportements, attitudes et forces politiques en France et en Europe » (24h, semestre de printemps, février-juin 2005). Ce cours, s'adressait aux étudiants étrangers de Sciences Po et consistait à croiser des éléments classiques en sociologie politique et en sociologie électorale avec des recherches récentes menées par les membres du CEVIPOF.

2003-2010 **Colleur en prépa HEC** voie économique au Centre Madeleine Danielou de Rueil (entre 3 et 6 heures par semaine)

Février 2007-juin 2007 **Teaching assistant** de Sylvain Brouard (CEVIPOF, CNRS) pour son cours de premier cycle intitulé « Comparative Political Institutions ». Organisation d'un tutorat de soutien en anglais (28h) et coordination matérielle du cours.

Octobre 2005-novembre 2005 **Chargé de TD à l'université de Picardie Jules Verne.** Cours de sociologie en sciences de l'éducation intitulé : « La démocratisation de l'enseignement. Approches méthodologiques » (28h).

Septembre 2004 **Enseignant en SES** en tant que professeur stagiaire (IUFM) au lycée Gambetta de Tourcoing dans deux classes de seconde (5 heures par semaine).

EXPERIENCE DANS LA RECHERCHE

Thèse de doctorat en science politique

L'évaluation des politiques éducatives et ses professionnels. Discours et méthodes (1958-2008)

Cette thèse a pour objet l'évaluation des politiques éducatives en France. Elle se fonde sur une enquête de terrain de quatre ans auprès des acteurs œuvrant, officiellement ou non, à l'évaluation de l'action publique éducative au niveau national : inspecteurs généraux, statisticiens du ministère de l'Éducation nationale, magistrats de la Cour des comptes, experts de l'OCDE et chercheurs en éducation. Sur la base de différents matériaux (98 entretiens, documentation interne, littérature professionnelle, enquêtes et rapports publics, archives et constitution d'une statistique descriptive), elle analyse la réception d'un nouvel instrument d'action publique, l'évaluation de l'action publique éducative par des groupes professionnels qui lui préexistent et qui, en l'absence d'une demande politique claire de la part des décideurs et des acteurs du système éducatif, le transforment en fonction de leurs intérêts professionnels.

Comprise comme un processus de redéfinition permanent, la réception d'un instrument d'action publique ne vient pas après sa conception et sa mise en œuvre, mais s'interpénètre avec elles, de sorte que pour étudier la réception, il nous faut aussi étudier la contribution plus ou moins forte des évaluateurs à la création et à l'adoption d'une mission d'évaluation au sein de l'État. La première partie de cette recherche analyse l'institutionnalisation de l'évaluation du système éducatif en France. Elle met en évidence que si l'évaluation a incontestablement permis d'améliorer la production de connaissances sur le système éducatif, si elle participe globalement d'une nouvelle forme de contrôle, étatique mais aussi social, exercé sur les acteurs de ce système, au premier rang desquels les évaluateurs eux-mêmes, sa capacité à mieux orienter, coordonner et encadrer les pratiques des différents acteurs reste incertaine, et ce notamment parce qu'un flou demeure autour des finalités, de la définition, de la démarche et des conséquences politiques des évaluations menées.

Que font alors les évaluateurs quand ils prétendent évaluer ? La deuxième partie de cette recherche analyse les méthodes d'évaluation effectivement mises en œuvre par les différents groupes professionnels. Elle met en évidence que ces méthodes sont globalement stables dans le temps, même si ce constat doit être nuancé et enrichi selon le groupe professionnel considéré. Cette stabilité permet de conclure à l'existence de *routines cognitives* que nous définissons comme le ou les principes à l'origine de l'ensemble des choix méthodologiques effectués par un groupe professionnel, de façon plus ou moins consciente mais le plus souvent sur le mode de l'habitude, au moment où il est supposé produire le savoir spécialisé qu'on attend de lui. Ces routines conditionnent la réception de l'évaluation par les différents groupes professionnels. Leur persistance révèle que l'adoption d'un nouvel instrument d'action publique ne permet pas de changer de façon significative les méthodes d'analyse et d'action, donc les pratiques, des groupes professionnels concernés par sa mise en œuvre. Ces routines donnent lieu par ailleurs à des connaissances spécialisées propres à chaque groupe.

Comment expliquer la persistance de ces routines cognitives et de ces connaissances spécialisées ? La troisième partie montre que l'évaluation agit comme une *dissonance cognitive* que les groupes professionnels vont tenter de réduire. Par ce terme, que nous empruntons à la psychologie sociale mais adaptons à notre objet de recherche, nous désignons la représentation de l'évolution souhaitable du système éducatif dont est porteuse l'évaluation en tant qu'instrument d'action publique. Cette représentation perturbe les groupes professionnels dans la mesure où elle remet plus ou moins fortement en cause selon les contextes historiques et politiques les fondements de leur professionnalité. Chaque groupe professionnel use ainsi de différentes stratégies pour réduire cette dissonance, dans les discours d'abord en promouvant des conceptions particulières de l'évaluation, mais aussi dans leurs méthodes. Les routines cognitives et les connaissances spécialisées évoquées plus haut permettent en effet aux groupes professionnels de composer avec plus ou moins de succès avec cette dissonance sans altérer leur cœur de métier.

Comment interpréter cette situation ? Quelles sont ses conséquences sur l'action publique en matière d'évaluation ? En fin de troisième partie, nous montrons que l'évaluation peut être comprise comme un espace social dans lequel plusieurs *sciences de gouvernement* sont en concurrence pour définir la meilleure façon d'évaluer et donc le type d'expertise (et d'experts) que les décideurs doivent privilégier. La politique

d'évaluation en France, dans le secteur de l'éducation, peut être comprise comme le résultat final de cette concurrence entre différentes *sciences de l'évaluation*. Plus précisément, c'est la dynamique propre à cette *concurrence cognitive* qui explique les évolutions principales de la politique d'évaluation. Cette dynamique consiste pour chaque groupe professionnel à intégrer les sciences de l'évaluation produites par d'autres groupes comme autant d'éléments particuliers, partiels ou inachevés de la leur (processus de subsomption).

Quelle est alors cette évaluation qui peut à la fois apparaître comme un instrument de régulation sans être totalement institutionnalisée comme tel ? Qui peut à la fois remettre en cause des professionnalités relativement établies sans pour autant altérer fondamentalement les routines cognitives à leur fondement ? Quelle est cette évaluation dont tant de hauts fonctionnaires, et parfois de décideurs, vantent régulièrement les mérites dans leurs discours et publications depuis trente ans sans qu'aucune définition théorique ou opératoire n'en soit jamais donnée ? En conclusion, nous défendons l'idée que l'évaluation est un *idiome réformateur*. Par ce terme, nous désignons un outil de communication propre à un domaine d'action publique donné (ici l'administration de l'éducation), que les acteurs, pris dans un processus de réforme politique permanent, mobilisent pour suggérer un changement souhaitable de leurs pratiques ou de l'ensemble du système d'action sociale dans lequel ils évoluent, sans pour autant être toujours capables de précisément définir le contenu de cet outil et les modalités concrètes de ce changement. Il est alors possible de relire l'institutionnalisation de l'évaluation du système éducatif comme l'affirmation progressive d'un idiome réformateur, que les groupes professionnels vont s'attacher à traduire en fonction de leurs intérêts en autant d'expressions idiomatiques de leur propre changement.

Participation à des projets de recherche

Projet NewAGE (2012-2015). Ce projet, qui démarre officiellement le 1er avril 2012, est co-financé par l'Agence nationale de la recherche française (ANR) et le Fonds québécois de la recherche sur la société et la culture (FQRSC). Coordonné par Christian Maroy (Québec) et Agnès van Zanten (France), il vise à *comparer les politiques de mise en œuvre d'une gouvernance par les résultats dans ces deux systèmes éducatifs*. J'ai eu le plaisir de participer très activement à la conception de ce projet (conception de l'équipe de recherche, de l'enquête de terrain en France, réflexion théorique d'ensemble) et serai associé à toutes les étapes clés de son déroulement.

Projet Evalex (2009-2011). Ce projet a été financé par le **Centre Henri Aigueperse (UNSA-Éducation) avec le soutien de l'IREC**. Il visait à *comparer les politiques d'évaluation externe des établissements scolaires dans quatre pays européens* (Angleterre, Écosse, France et Suisse) afin d'analyser les transformations contemporaines des États éducateurs et ce, sur la base de techniques d'enquête qualitatives. **J'ai été le responsable scientifique** de ce projet auquel Hélène Buisson-Fenet, chargée de recherches au CNRS (Triangle, ENS de Lyon), a fortement contribué. Source de plusieurs articles communs ou individuels, cette recherche devrait prochainement être publiée en anglais par l'éditeur Peter Lang (soumission du manuscrit en cours).

Projet KNOW&POL (2006-2011). Ce projet européen a été **financé par la Commission européenne** (Priority 7 : *Citizens and governance in a knowledge based society*). Coordonné par l'Université Catholique de Louvain, il avait pour titre initial : « *The Role of Knowledge in the Construction and Regulation of Health and Education Policy in Europe : Convergences and Specificities Among Nations and Sectors* ». Dans le cadre de ce projet, j'ai pu coordonner et rédiger avec Agnès van Zanten une revue de la littérature en anglais sur le thème « Knowledge Circulation, Regulation and Governance », coordonner un rapport de recherche faisant une cartographie (*mapping*) des producteurs de connaissance dans le domaine de l'évaluation et de l'expertise du système éducatif

français et analyser, avec Nathalie Mons, la réception en France du programme Pisa de l'OCDE. Ces contributions ont été présentées en anglais aux membres du consortium et aux experts de la Commission européenne.

Projet HARMOS (2005-2006) pour l'*Institut de recherche et de documentation (IRDP) de Lausanne* en collaboration avec Nathalie Mons. En mai 2007, le Parlement suisse a organisé un référendum pour réformer son système éducatif. Pour préparer cette réforme, il a demandé à l'**IRDP de Lausanne** de coordonner un recensement des politiques éducatives des pays de l'OCDE en matière de « standards ». Nathalie Mons, chargée de l'étude pour trois pays francophones (France, Belgique et Québec), m'a associé à la conception du rapport pour la partie qui lui revenait. Ce rapport, fondé sur une analyse critique de la littérature et des entretiens auprès de l'administration centrale du ministère, a été publié par l'IRDP.

Projet OSC-ESEN (2004-2006) sur « *Les effets de la décentralisation en matière d'éducation* » financé par l'**École supérieure de l'Éducation nationale (ESEN)** et coordonné par Agnès Van Zanten. Rédaction d'un chapitre du rapport de recherche, coordination et approfondissement d'une recherche bibliographique, coordination matérielle et présentation du rapport à l'ESEN dans le cadre d'une journée de formation.

Responsabilités scientifiques

Membre du Conseil scientifique de la Direction générale de l'enseignement scolaire (Ministère de l'Éducation nationale).

Membre du comité de rédaction de la revue *Administration et éducation* et de la *Revue internationale d'éducation*.

Reviewer au sein du réseau 23 de l'EERA (*European Educational Research Association*)

Expertises scientifiques de plusieurs articles pour diverses revues scientifiques françaises (*Revue Française de pédagogie, Gouvernement et action publique, Sociologie* etc.) et étrangères (*Discourse, Revue suisse des sciences de l'éducation* etc.), de chapitres d'ouvrage, d'ouvrages et d'un projet ANR.

Responsable scientifique du projet *Evalexe* (2009-2011).

Membre du comité scientifique du colloque international organisé par l'UPEC les 17 et 18 juin 2010 intitulé « Les stages et leur gouvernance en débat ».

Co-organisation d'un séminaire scientifique international pluriannuel avec Agnès van Zanten et Patricia Legris sur les « Transformations des États éducateurs en Europe » (2009-2011) et avec Dominique Glayman d'un séminaire pluridisciplinaire sur la « Gouvernance en éducation, emploi et formation » (2010-2012).

Organisation avec Patricia Legris d'une section thématique sur l'analyse des politiques éducatives pour le Xème Congrès de l'AFSP des 7-9 septembre 2009 à Grenoble.

PUBLICATIONS

Ouvrages (rédaction et coordination)

Avec Hélène Buisson-Fenet, *School Evaluation Policies and Educating States. Trends in Four European Countries*. Bruxelles, Peter Lang, Coll. « Public Action », à paraître.
L'évaluation des politiques éducatives, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 2011.

Évaluer l'action éducative, Paris, PUF, Coll. « Éducation et société », 2010.

Avec Julien Barroche et Nathalie Le Bouëdec (Coord.), *Figures de l'État éducateur. Pour une approche pluridisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, Coll. « Logiques politiques », 2008.

Avec Nathalie Mons, *Les standards en éducation dans le monde francophone. Une analyse comparative*, Neuchâtel, IRDP Éditeur, 2006.

Coordination de numéros thématiques de revue

Avec Florence Robine, « Les attentes éducatives des familles », *Revue internationale d'éducation*, n°62, à paraître en avril 2013.

Avec Hélène Buisson-Fenet, « Les systèmes éducatifs et leurs experts : vers un renouvellement ? », *Carrefours de l'éducation*, accepté, finalisation en cours.

Articles dans des revues internationales ou nationales avec comité de lecture répertoriées dans les bases de données internationales

« Figures de l'expert international français : l'exemple des évaluations internationales des acquis (1958-2008) », *Carrefours de l'éducation*, article accepté, seconde version envoyée.

Avec Nathalie Mons, « Pourquoi n'y a-t-il pas eu de « choc PISA » en France ? Sociologie de la réception d'une enquête internationale (2001-2008) », *Revue française de pédagogie*, 182, janvier-février-mars 2013, p. 9-18.

« The Science From the State. The Production of Data by the Statisticians of the French Ministry of Education From 1957 to 2007 », *European Educational Research Journal*, Volume 12, n°1, 2013, p. 71-87.

« De nouvelles connaissances pour une nouvelle gouvernance par les résultats ? L'exemple de l'éducation en France et de trois outils d'évaluation », *Recherches sociologiques et anthropologiques*, 2012/2, p. 83-103.

« Quarante ans d'évaluation ministérielle des acquis des élèves en France : complexification et politisation », *Politiques sociales et familiales*, n° 110, Déc. 2012.

Avec Hélène Buisson-Fenet, « L'eupéanisation de l'école française en débat : le cas contrasté de l'évaluation des établissements scolaires », *Politix*, Juin 2012, n°98, vol. 25, p. 129-146.

« Going Beyond the “PISA Shock” Discourse. An Analysis of the Cognitive Reception of PISA in Six European Countries (2001-2008) », *European Educational Research Journal*, Volume 11, n°2, June 2012, p. 207-227.

« Policy Evaluation in Education in France: Going Beyond the State Sciences Model? », *Educação, Sociedade & Cultura*, n°34, 2012, p. 35-50..

« The Turn and the Paths. School External Evaluation in England, France and Switzerland: a Sociological Approach », *Education Inquiry*, Volume 3, No. 2, June 2012, p.123–147.

« Les méthodes des enquêtes internationales et leurs fonctions politiques. L'exemple de la France face à Pisa (1995-2008) », *Mesure et évaluation en éducation*, 34(2), 2011, 57-85.

« What Do We Really Learn From Pisa? The Sociology of its Reception in Three European Countries », *European Journal of Education*, Vol. 46, No. 4, 2011, p. 540-548.

Avec Nathalie Mons, "The Reception of Pisa in France: a Cognitive Approach of Institutional Debate (2001-2008)", *Sísifo Educational Sciences Journal*, 1, 2010, 27-40.

« L'euro, la reconstitution progressive d'une mémoire des prix », *Terrains et travaux*, ENS Cachan, 2003, n° 4.

Articles dans des revues sans comité de lecture

« Évaluation et nouvelle gestion publique en éducation : de faux-amis ? », *Économie et management*, Janvier 2013, n°146, p. 30-36.

« Qu'est-ce qu'un effet Pisa ? Réflexions sur la politique française d'évaluation en éducation », *VEI Diversité*, juillet 2012, n°169, p. 34-38.

« Introduction. Le socle et la politique éducative : deux textes en débat », *Administration et éducation*, n°2, 2012, p. 57-62.

« L'international, un horizon socialement construit », *Administration et éducation*, n°3, 2012, p. 37-42.

« Qu'apprend-on vraiment de Pisa ? Sociologie de la réception d'une enquête internationale dans trois pays européens », *Revue internationale d'éducation*, 54, 2010, p. 51-59.

« L'urgence des évaluations CE1-CM2 : réflexions sur une méthode de gouvernement », *Administration et éducation*, 125, 1, 15-21.

« Les États éducateurs : déclin ou mutations ? », *Éducateur*, numéro spécial, mai 2009.

Chapitres d'ouvrages collectifs

Avec Alain Bouvier, « Les inspecteurs de l'éducation face aux politiques d'évaluation des écoles. Tendances dans trois pays européens », in Michèle Garant et Caroline Letor (Dir.), *Encadrement et leadership. Nouvelles pratiques en éducation et formation*, Bruxelles, De Boeck, 2014, à paraître.

« Les évaluations de masse des acquis des élèves : entre crainte de standardisation et diffusion d'une nouvelle culture managériale (1972-2006). », in Hélène Buisson-Fenet et Delphine Mercier (Coord.), *Une rationalisation sans frontière ? Intensification et diffusion des outils de gestion dans le champ du travail*, Paris, L'Harmattan, 2013.

« Les statistiques scolaires : vers une science du gouvernement régional ? L'exemple des services statistiques rectoraux d'Île-de-France », in Éric Verdier, Elvire Bornand et Martine Mespoulet (Dir.), *Les politiques de la mesure. L'analyse comparée des indicateurs dans la conduite de l'action régionale*, Aix-en-Provence, Karthala, 2012.

Notices « Coût de l'éducation », « Inspection scolaire » et « Évaluation des politiques » in A. van Zanten, P. Rayou (Dir.), *Les 100 mots de l'éducation*, Paris, PUF, Coll. « Que sais-je ? », 2011, p. 39, 69 et 74.

« Les inspecteurs généraux et l'évaluation : un vieux corps d'État conquis par le Nouveau Management Public ? », in Évelyne Bechtold-Rognon et Thomas Lamarche (Coord.), *Manager ou servir*, Paris, Syllepse, Coll. « Comprendre et agir », 2011, p. 63-68.

Avec Nathalie Mons, « Le pilotage par les résultats : mises en perspective théoriques et historiques », in Nathalie Mons, Jean-Claude Emin et Philippe Santana, *Le pilotage par les résultats*, Paris, CNDP-ESEN, 2009, p. 71-82.

« L'évaluation des politiques éducatives », in Agnès van Zanten (Dir.), *Dictionnaire de l'éducation*, Paris, PUF, 2008, p. 314-316.

« L'État éducateur français à travers sa production statistique : configurations historiques d'une science d'État (1797-2007) », in Julien Barroche, Nathalie Le Bouëdec et Xavier Pons, *Figures de l'État éducateur. Pour une approche pluridisciplinaire*, Paris, L'Harmattan, 2008, p. 125-148.

« Être inspecteur général au risque de l'évaluation. Profession "établie" et nouvel instrument d'action publique », in Hélène Buisson-Fenet et Guenaëlle Le Naour (dir.), *Les professionnels de l'action publique face à leurs instruments*, Toulouse, Octarès, 2008, p. 143-152.

Notes critiques pour des revues scientifiques

"Hélène Buisson-Fenet, *L'administration de l'Éducation nationale*, Paris, PUF, Collection Que sais-je ?, 2008", *Éducation et sociétés*, 2009, 24, 2.

"DEROUET Jean-Louis, NORMAND Romuald [Dir]. *L'Europe de l'éducation : entre management et politique*. Paris : INRP, ESEN, 2007. –205 p.", *Revue française de pédagogie*, n°167.

« Steve Jacob, Jean-Louis Genard, *Expertise et action publique* », *Revue française de science politique*, vol. 56, n°2, avril 2006.

« DEMEUSE (Marc), Baye (Ariane), STRAETEN (Marie-Hélène), NICAISE (Julien), MATOUL (Anne) [Éds]. - *Vers une école juste et efficace* », *Revue française de pédagogie*, n° 154, janvier-février-mars 2006.

Rapports de recherche

Avec Hélène Buisson-Fenet, *Les pratiques d'évaluation externe des établissements scolaires en France, au Royaume-Uni et en Suisse : vers des figures de l'État éducateur contemporain en Europe ?*, Créteil, Largotec, 2011. Disponible sur <http://halshs.archives-ouvertes.fr/halshs-00605994/en/>

Avec Nathalie Mons, *La réception de Pisa en France. Connaissances et régulation du système éducatif*, Paris, OSC, 2009. Disponible sur <http://www.knowandpol.eu>

Avec Agnès van Zanten (Coord.), *Mapping the Knowledge Producers on the French Education Sector*, Paris, OSC, 2008. Disponible sur <http://www.knowandpol.eu>

Avec Agnès van Zanten (Coord.), *Knowledge Circulation, Regulation and Governance*, Paris, OSC, 2007. Disponible sur <http://www.knowandpol.eu>

COMMUNICATIONS (sélection)

Avec Hélène Buisson-Fenet, « The Trials and Tribulations of School Evaluation Policies in Four European Countries: Are National Cultures Explanatory Variables? », International Conference on Public Policy, Grenoble, 26-28 juin 2013.

Avec Hélène Buisson-Fenet, « Thinking European States' Current Transformations in Education: A Policy Configuration Approach », International Conference on Public Policy, Grenoble, 26-28 juin 2013.

« Connaissance et instrument d'action publique en éducation. Retour sur une recherche européenne », 80^e congrès de Association francophone pour le savoir (Acfas), symposium international n°447 coordonné par Christian Maroy sur « les instruments d'action publique en éducation », Montréal, 7-11 mai 2012.

« Une évaluation journalistique résiduelle : l'exemple de la médiatisation de Pisa en France (2001-2008) », colloque international sur la « Médiatisation de l'évaluation », Paris, Assemblée Nationale, 15-16 mars 2012.

« La gouvernance française multiniveaux en éducation : l'exemple de l'évaluation des écoles », séminaire coordonné par Dominique Glaymann et Xavier Pons sur les « Gouvernances de l'éducation, de l'emploi et de la formation », Créteil, 14 mars 2012.

« Les statisticiens d'État, Pisa et la politique française d'évaluation en éducation : heurs et malheurs d'une concurrence cognitive (1997-2008) », congrès annuel de l'AFSP (ST 45), 31 août-2 septembre 2011.

Avec Alain Bouvier, « Les inspecteurs de l'éducation face aux politiques d'évaluation des écoles. Tendances dans trois pays européens », colloque annuel du Réseau Éducation Formation, Louvain-la-Neuve, 12-13 septembre 2011.

Avec Hélène Buisson-Fenet, « “Educational Europeanization” at Stake. The Trials and Tribulations of School Evaluation in England, Scotland, France and Switzerland », European Conference of Educational Research, Berlin, 12-16 septembre 2011.

Avec Jenny Ozga, « Governing Through Inspection: Inspection Regimes in Scotland and France », European Conference on Educational Research, Université d'Helsinki, 23-27 août 2010.

« The Reception of Pisa in France (2000-2008). What Effects on the Education Policy Making? », European Conference on Educational Research, Université de Vienne, 28 septembre 2009.

« Clivages cognitifs nationaux et offre d'expertise internationale. Le cas de la France et des évaluations des acquis (1960-2008). », colloque SAIAP-RAPPE, « Sélection des acteurs et des instruments dans l'action publique », Lyon, 26-28 juin 2008.

« Les professionnels de l'évaluation des politiques éducatives en France. Les discours et les méthodes », séminaire doctoral « Connaissances, décision et action publique en éducation » de la faculté de psychologie et de sciences de l'éducation de Lisbonne, 21 juin 2008.

« Evaluation and State Sciences: Old Professions Versus a New Regulation Tool? The Case of the Evaluation of the French Education System », 8 eme conférence de la *European Sociological Association*, Glasgow, 3-6 Septembre 2007.